

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°116 – Semaine du 13 avril 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Budget de R&D publique des pays nordiques alloué à l'espace en 2024

282 M€

En moyenne, le Danemark, la Finlande, la Suède et la Norvège allouent 2% de leur budget de recherche et développement (R&D) publique au secteur spatial contre 6% en moyenne dans l'UE en 2024. La Suède (97 M€ ; 2,38% du budget R&D) et la Norvège (84 M€ ; 2,20%) sont en tête au niveau régional, mais restent en dessous de la moyenne européenne. Les nouvelles ambitions affichées récemment notamment par les gouvernements norvégien et suédois dans ce domaine se traduiront par des budgets de R&D croissants consacrés au secteur spatial dans la zone dans un proche avenir.

Source: Eurostat

Pays nordiques

42 entreprises nordiques parmi les 1 000 entreprises ayant la plus forte croissance d'Europe. Dans sa compilation de 2026 réalisée en collaboration avec Statista, le *Financial Times* recense les 1000 entreprises ayant enregistré les taux de croissance annuels moyens les plus élevés entre 2021 et 2024. Dans le top 20, on retrouve la société suédoise *Aonic* (jeux vidéo), *EConnect Energy* (énergie/maritime) en Norvège et *Enico* (stockage d'énergie) en Finlande. Parmi les 42 entreprises nordiques listées, la majorité opèrent dans le secteur des technologies de l'information et des logiciels (17) et dans celui de la *fintech* (9). La France (252 entreprises), l'Allemagne (189), le Royaume-Uni (176) et l'Italie (136) représentent 75% des entreprises du classement.

La Norvège contribue à une bonne résilience de l'approvisionnement en pétrole brut de la Suède. La Norvège est le principal fournisseur de pétrole brut de la Suède (57 % des importations en 2025, selon SCB), loin devant les États-Unis (16%), le Royaume-Uni/Irlande du Nord (13%), le Guyana (11%) et le Nigéria (3%). Les approvisionnements sont en grande partie sécurisés par des contrats de long terme, limitant les risques de réorientation vers d'autres marchés malgré les tensions internationales. En 2025, la Suède a importé un peu plus de 15 Mt de pétrole brut, en baisse par rapport au pic atteint en 2022 (18,8 Mt).

Danemark

Les salaires privés ont augmenté de 3,8% entre le T1 2025 et le T1 2026.

Cela représente une hausse de 3,1% en tenant compte de l'inflation, selon de nouvelles données de la Confédération des employeurs (*Dansk Arbejdsgiverforening*). Au trimestre précédent, la progression annuelle s'établissait à 3,6%. Le niveau est supérieur à celui observé en moyenne ces dernières années, qui s'établissait, en termes réels, autour de 1,5%. Les pressions inflationnistes liées à la guerre avec l'Iran devraient éroder cette hausse du pouvoir d'achat. Dans son récent rapport, la Banque nationale danoise prévoit une inflation autour de 1,8% en 2026, sans écarter cependant le risque d'une hausse brutale des prix en cas d'aggravation de la crise iranienne.

L'étude de la principale organisation patronale danoise met en lumière les difficultés rencontrées par les entrepreneurs pour accéder aux financements et développer leur entreprise.

Bien que le nombre d'entrepreneurs ait progressé et que les investissements dans les start-ups aient été multipliés par quatre, passant de 2,6 Md DKK (348 M €) en 2016 à 11,7 Md DKK (1,57 Md €) en 2025, le nombre d'entreprises à forte croissance est resté stable au Danemark, oscillant entre 4 000 et 5 000. Cette stagnation s'explique notamment par un accès limité des entrepreneurs et des start-ups aux financements. En 2025, seulement 1,6 % des nouvelles start-up ont bénéficié de sources de financement externes. Ces difficultés d'accès aux financements ont par ailleurs favorisé la montée en puissance des investisseurs étrangers, qui assurent désormais 57 % des investissements totaux, contre 33 % en 2016.

L'autorité supérieure nationale de contrôle (*Rigsrevisionen*) critique la gestion du réseau électrique.

Selon un nouveau rapport de l'organisme, 70% des projets de développement du réseau sont en retard d'en moyenne deux

ans et demi. La gestion d'*Energinet*, jugée « très insatisfaisante » par l'autorité, pourrait avoir pour effet non seulement une augmentation du coût total des projets à hauteur d'environ 10 Md DKK (1,3 Md€) mais également un retard dans la transition énergétique du pays. Le rapport cite notamment les retards de raccordements de nouveaux parcs solaires et éoliens, qui pourraient remettre en cause l'objectif de réduction de 70% des émissions en 2030 par rapport à 1990. Le *Rigsrevisionen* critique également le ministère du climat, de l'énergie et de l'approvisionnement pour ne pas être intervenu à temps, alors que ces problèmes étaient connus depuis plusieurs années.

La Commission européenne autorise un régime d'aides d'État d'un montant de 5 Md€ destiné à soutenir l'énergie éolienne en mer.

Prévu sur une durée de 20 ans, ce régime d'aides viendra financer la construction et l'exploitation de deux parcs éoliens offshore: *Hesselø* (capacité minimum de 0,8 GW) et *North Sea 1 Mid* (capacité minimum de 1 GW). La production annuelle combinée des deux parcs représentera l'équivalent d'environ 25 % de la production totale d'électricité au Danemark en 2025. Les appels d'offres pour ces deux futurs parcs reposent en effet sur le principe d'un contrat sur différence bidirectionnel fondé sur les capacités de production, prenant la forme d'une prime mensuelle variable. Le délai de remise des offres est fixé au 20 mai 2026.

La hausse des prix des énergies fossiles provoque une très forte hausse de la demande de pompes à chaleur.

L'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) a ouvert le 5 février un fonds de 116,9 M DKK (16 M€) destiné à soutenir l'achat d'une pompe à chaleur en remplacement d'une chaudière à gaz ou à pétrole. Plus de 7 000 Danois ont déjà demandé à bénéficier de cette aide pour un montant total s'élevant à 193,3 M DKK (26 M€). 5 970 ont obtenu une réponse

positive. Il ne reste désormais que 15,7 M DKK (2 M€) dans l'enveloppe budgétaire pour 2026. Le Danemark s'est fixé pour objectif qu'aucun foyer ne soit chauffé par une chaudière à gaz à partir de 2035. Ces chaudières fossiles devront être remplacées soit par un raccordement au réseau de chauffage urbain, soit par des pompes à chaleurs. En 2025, 70% des foyers danois étaient connectés à un réseau de chauffage urbain.

Lundbeck concentrera désormais ses investissements aux États-Unis et en Chine.

Le CEO du deuxième groupe pharmaceutique danois, Charl van Zyl, estime que l'innovation n'est pas suffisamment valorisée en Europe, alors qu'il existe une volonté d'innovation à long terme aux États-Unis et un grand potentiel en Chine du fait de sa forte orientation stratégique vers les sciences de la vie et une amélioration du contexte réglementaire. Charl van Zyl estime que l'Europe risque de perdre sa position dans le domaine des sciences de la vie et qu'elle devrait considérer ces sciences comme un secteur stratégique au même titre que la défense, l'énergie et l'intelligence artificielle.

L'aéroport de Copenhague a enregistré un nombre record de passagers en mars.

2,59 millions de passagers ont fréquenté l'infrastructure. Ce record s'inscrit dans une progression continue depuis plus d'un an, alimentée par les flux de passagers en correspondance via le hub danois. Au premier trimestre 2026, sept millions de passagers ont voyagé via l'aéroport, soit une hausse de 14% par rapport à la même période l'année dernière. L'Etat danois est devenu en 2025 le propriétaire quasi-exclusif de l'infrastructure, dans le but notamment d'en étendre les capacités.

Deux entreprises sur trois citent l'incertitude découlant des troubles géopolitiques, de la hausse des prix de l'énergie et des perturbations du commerce international comme les principaux obstacles à la croissance.

Selon la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), la crise énergétique pourrait, à elle seule, avoir pour effet direct d'augmenter les coûts de production et de fonctionnement des entreprises danoises de plus de 100 Md DKK (13 Md€).

Finlande

Le secteur de la défense finlandais est en pleine croissance.

Le chiffre d'affaires des 300 entreprises membres de la PIA (*Finnish Defence and Aerospace Industries*) a augmenté de 42% en 2025, s'élevant à 4,2 Md€. Les exportations représentent 55% du chiffre d'affaires, dans un contexte de forte demande en raison de l'évolution sécuritaire européenne et mondiale. L'industrie de la défense finlandaise emploie directement 14 000 personnes et génère 35 000 emplois indirects.

Le gouvernement annonce la fin de l'avantage fiscal sur les plans d'épargne retraite volontaires à partir du 1er janvier 2027.

Le gouvernement prépare une réforme qui vise à supprimer, dès 2027, la déduction fiscale attachée aux versements sur les plans d'épargne retraite volontaires, dans un objectif de simplification du système et de réduction des niches fiscales. Actuellement, les versements sont déductibles dans la limite de 5 000€ par an. L'épargne inférieure à 5 000€ pourra être retirée en une fois entre le 1er janvier 2027 et le 31 décembre 2028 sans taxes ; au-delà de cette date, les fonds seront bloqués jusqu'à l'âge de la retraite et l'épargne sera imposée comme un revenu du capital. La mesure est critiquée par la fédération professionnelle des services financiers. L'épargne retraite volontaire est populaire en Finlande où 400 000 plans sont ouverts. Ce dispositif était attractif auprès des jeunes épargnants (25-34 ans), qui représentent 48% des comptes (+11% depuis 2019).

Le spécialiste néerlandais du cloud d'IA Nebius a annoncé la construction à Lappeenranta d'un centre de données optimisé pour l'IA estimé à 10 Md€.

Le data centre aurait une capacité d'environ 310 MW. Le projet devrait créer 700 emplois qualifiés

pendant la construction, puis 100 emplois permanents une fois le site ouvert. Le choix de la Finlande s'explique par des coûts de l'électricité faibles, une énergie verte abondante et un climat froid qui réduit le coût de refroidissement des serveurs.

La valeur des fonds d'actions détenus par les Finlandais a augmenté de 42 Md€ en cinq ans, malgré la volatilité des marchés.

1,67 millions de Finlandais avaient des investissements dans ces fonds en 2024, soit environ 30% de la population du pays.

Le gouvernement prépare une loi visant à réglementer les prix de l'électricité au détail.

L'objectif est de garantir l'accès à une énergie abordable pour les ménages et les petites entreprises en cas de crise prolongée. La loi s'inscrit dans le cadre du règlement relatif au modèle de marché de l'électricité de l'UE, qui prévoit un plafonnement des prix si l'UE déclare une crise énergétique exceptionnelle.

La startup d'IA britannique et hyperscaler Nscale projette la construction d'un centre de données à Harjavalta, au Sud-Ouest du pays.

Nscale construit des *data centers* de très haute puissance de calcul à travers le monde. Elle a conclu des partenariats avec des entreprises technologiques comme Nvidia, Dell ou le géant finlandais de télécommunications Nokia, qui est son partenaire réseau privilégié pour le déploiement mondial de centres de données adaptés à l'IA. Le principal financier et actionnaire de Nscale est la société d'investissement norvégienne Aker. Nscale s'appuiera sur un partenariat avec l'énergéticien Fortum pour son investissement en Finlande.

Islande

Le gouvernement islandais présente un nouveau plan budgétaire pour la période 2027–2031.

L'objectif affiché par le Ministre de l'Economie et des Finances Daði Már Kristófersson lors de ses déclarations le 26 mars dernier est de restaurer durablement l'équilibre des finances publiques. Ce plan prévoit de mettre fin au déficit d'ici 2027–2028, puis de dégager un léger excédent d'environ 0,5% du PIB en 2031, grâce à une maîtrise stricte des dépenses et à diverses hausses de taxes. Les mesures, vivement critiquées, comprennent notamment une baisse de 1% des effectifs dans le secteur public (une économie évaluée à 3,6 milliards de couronnes islandaises par année, soit 24,8M€), et une hausse des taxes dans le secteur bancaire, ainsi que dans les secteurs de la construction et du tourisme. La croissance des dépenses serait ainsi maintenue en dessous de celle du PIB, afin d'améliorer progressivement le solde public. Dans ce cadre, la dette devrait reculer progressivement, passant d'environ 44% du PIB à 41% d'ici 2031.

L'inflation atteint 5,4% au mois de mars selon *Statistics Iceland*.

La situation économique est jugée préoccupante et certains partenaires sociaux, notamment la Confédération des employeurs islandais (SA) représentée par Bjarni Benediktsson, et le syndicat ASÍ représenté par Finnbjörn A. Hermannsson, appellent à un dialogue et une action conjointe avec le gouvernement pour limiter la hausse des prix. Selon les estimations de la banque Landsbankinn, l'inflation devrait poursuivre sa trajectoire de hausse et atteindre 5,5% en avril, ce qui contraindrait alors la Banque centrale à augmenter ses taux directeurs de 0,25 ou 0,5 points.

Les inégalités d'accès au logement se creusent,

L'étude *Staðan á leigumarkaði 2026* de l'Agence islandaise du logement (*Húsnæðismálastofnun*) affirme que les locataires nés à l'étranger paient en moyenne des loyers 14 % plus élevés que les Islandais, tout en occupant des logements plus petits. Par ailleurs, selon l'étude, l'accès à la propriété se dégrade pour les ménages modestes, notamment en raison de taux d'intérêt des emprunts élevés, renforçant leur dépendance à la location et accentuant la pression sur le marché immobilier.

Samskip-Eimskip : l'Autorité de la concurrence fait appel.

Le tribunal de district de Reykjavík a rejeté la procédure engagée par l'*Icelandic Competition Authority* (ICA) concernant les deux principales entreprises islandaises de transport maritime, Eimskip et Samskip. L'ICA contestait une décision de 2025 ayant réduit de moitié l'amende infligée à Samskip pour ententes illégales avec Eimskip entre 2008 et 2013. Le tribunal a jugé la requête non conforme aux exigences procédurales, en raison de sa longueur et de son manque de clarté. L'Autorité de la concurrence a annoncé son intention de faire appel.

Le secteur de l'aquaculture terrestre en plein développement.

Les projets dans le secteur se multiplient et les investissements augmentent. Parmi eux, les projets de Laxey à Vestmannaeyjar (30 milliards de couronnes islandaises ces trois dernières années, soit 200 M€) et de First Water à Þorlákshöfn, illustrent cette croissance, avec des volumes de saumon destinés à augmenter fortement dans les prochaines années (de 5000 t cette année à 40 000 t en 2031 pour le projet Laxey par exemple).

Norvège

Le Parlement adopte une baisse des taxes sur les carburants.

L'opposition a réussi à faire voter par le *Storting*, le 26 mars, deux mesures visant à faire baisser les prix des carburants. Il s'agit du gel d'une des taxes sur le diesel et l'essence (*veibruksavgift*), du 1er avril au 1er septembre, ainsi que du gel de la taxe sur le CO2 du pétrole utilisé dans certains secteurs (pêche, BTP, trafic maritime, diesel automobile). Cela doit permettre de réduire les prix à la pompe, à hauteur de 0,44€ en moins par litre d'essence et 0,26€ de moins par litre de diesel, pour un coût total estimé à 600 M€ pour l'Etat. Le vote a été acquis grâce aux voix de l'opposition, auxquels se sont joints les centristes en dépit de leur soutien au gouvernement travailliste minoritaire. Le PM Jonas Gahr Støre et le ministre des finances Jens Stoltenberg, qui voulaient attendre la LFR en mai pour agir, estiment que les finances publiques vont en pâtir. « *Nous mettrons en œuvre ce que la majorité a décidé* », a toutefois indiqué M. Stoltenberg.

Les négociations salariales sont dans l'impasse.

Faute d'accord sur les hausses de salaires avant Pâques, les partenaires sociaux ont commencé le 7 avril un nouveau cycle de discussions avec l'aide du médiateur du Royaume. La confédération syndicale LO et l'organisation patronale NHO poursuivront leurs négociations sur la base d'une inflation estimée à 3,2%. Un autre point de désaccord concernant les indemnités maladie doit aussi être résolu dans la semaine, sans quoi plusieurs centaines de milliers de salariés pourraient entrer en grève dès dimanche dans le secteur public et le secteur privé (BTP, hôtellerie-restauration, santé, éducation).

Vers une hausse des taux directeurs en mai ?

Si la Banque de Norvège a décidé de maintenir son taux directeur à 4 % le 26 mars dernier, les analystes économiques estiment qu'un

relèvement pourrait intervenir dès le 7 mai prochain ou bien en juin. Ils s'appuient sur la hausse des prix de l'énergie à l'international et des services en Norvège (soutenus par les augmentations salariales attendues).

Mise en œuvre du CBAM en Norvège.

Le gouvernement a proposé une nouvelle loi visant à mettre en œuvre le Mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) qui vise les marchandises importées de pays hors EEE, dans les secteurs du ciment, de l'électricité, des engrais, du fer, de l'acier, de l'aluminium et de l'hydrogène. Cette mesure vise à garantir une tarification uniforme des émissions liées à la production de marchandises, quelle que soit leur provenance, afin d'empêcher les délocalisations d'industries européennes et norvégiennes.

Remise du rapport sur l'énergie nucléaire par la commission indépendante.

La commission sur l'énergie nucléaire a rendu le 8 avril son rapport sur les possibilités de développement d'une énergie nucléaire en Norvège. La présidente de la commission, Kristin Halvorsen a déclaré être « *plus positive à propos de l'énergie nucléaire maintenant qu'au début* ». Les conclusions du rapport de 500 pages portent sur les points suivants : l'énergie nucléaire est sûre ; la production effective ne pourra pas intervenir avant 20 ans ; elle sera coûteuse ; il conviendra de gérer les déchets radioactifs ; il est trop tôt pour démarrer un processus de construction de centrales dès maintenant. La commission émet la recommandation de créer un environnement professionnel national pour la recherche et l'apprentissage de l'énergie nucléaire. Les réactions sont contrastées entre les anti-nucléaires, qui s'estiment satisfaits et les soutiens au nucléaire, qui s'estiment déçus. Le rapport fera désormais l'objet d'une consultation publique jusqu'au 1er octobre.

Participation de la Norvège à IRIS², mais exclusion de la base spatiale d'Andøya.

La Norvège va pouvoir participer au programme de satellites européens *EUs Secure Connectivity* (IRIS²), grâce à l'accord signé le 27 mars par la ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth et le commissaire européen à la défense et au spatial, Andrius Kubilius. Cet accord garantira aussi à la Norvège un accès au dispositif GOVSATCOM sur les télécommunications satellite. Le coût de la participation norvégienne à ce programme est estimé à 40 M€. Dans le cadre de ce dispositif, 300 satellites devront être mis sur orbite. Or, la Commission européenne a annoncé que seules les bases spatiales situées dans l'UE devraient être utilisées pour les lancements de ces satellites (Kourou en Guyane et Esrange en Suède). Le pas de tir norvégien d'Andøya serait écarté du programme. La Norvège vient donc de demander à la Commission européenne d'élargir la zone de mise en orbite des satellites aux Etats-membres de l'EEE.

Partenariat entre Kongsberg et SpinLaunch sur les satellites.

Le groupe norvégien Kongsberg et l'entreprise américaine SpinLaunch ont conclu un partenariat visant à déployer une constellation de satellites pour les communications des forces armées et des pouvoirs publics. L'objectif du projet est de renforcer la sécurité des communications autour d'opérations militaires et la sécurité du partage d'informations sensibles.

Annnonce de la révision du plan de la défense à long terme.

« *Dans un monde plus incertain et plus violent, les priorités militaires de la Norvège nécessitent de nouveaux arbitrages* », a déclaré le 27 mars le Premier ministre Jonas Gahr Støre lors de la présentation de la nouvelle stratégie. Le texte initial avait été adopté en 2024 pour la période 2025-2036 et doté d'un budget de 145 Md€. Le gouvernement a annoncé une rallonge budgétaire de 10 Md€ et une extension de la feuille de route jusqu'en 2040. Avec ce renforcement, les forces

armées devraient bénéficier de 3,5% du PIB en 2035, conformément aux trajectoires de l'OTAN. Le nouveau plan prévoit une accélération de l'acquisition des sous-marins allemands et des frégates britanniques (ainsi que des hélicoptères pour les équiper). En matière de défense anti-aérienne, le système français SAMP/T « *pourrait être une solution* », a indiqué le ministre de la défense Tore O. Sandvik. L'achat de munitions et la montée en puissance de l'industrie de défense norvégienne et européenne seront également prioritaires. Le texte devra désormais être adopté au *Storting*, où l'opposition s'est déjà émue du report de certains axes de travail (drones longue distance et défense anti-aérienne).

Augmentation des importations de produits russes pour l'aquaculture.

Les importations d'aliments pour poisson en provenance de Russie, actuellement exemptées de sanctions norvégiennes, ont augmenté de 70% en 2025. Mowi, premier producteur mondial de saumon, justifie son choix de poursuivre ses échanges avec la Russie en affirmant importer des marchandises « *en totale conformité avec la réglementation nationale et internationale en vigueur* ». Après l'annonce par le gouvernement de son intention d'augmenter les droits de douane à 50 % cette année afin de mettre un terme à ces importations, Mowi et plusieurs autres entreprises envisagent désormais d'éliminer progressivement l'utilisation d'aliments provenant de Russie et de Biélorussie.

Les Emirats arabes unis signataires du traité du Svalbard.

Les Émirats arabes unis (EAU) ont officiellement adhéré au traité de Paris sur le Svalbard de 1920, devenant ainsi le 49e pays signataire. Le ministre des affaires étrangères émirien a déclaré que cette adhésion ouvrait de nouvelles perspectives en matière de coopération scientifique et environnementale et permettrait de contribuer directement aux initiatives de recherche dans des bases telles que celle de Ny-Ålesund.

Suède

De nouvelles mesures de soutien à l'économie sont entrées en vigueur le 1^{er} avril.

Lors d'une conférence de presse le 1^{er} avril, la ministre des Finances, Elisabeth Svantesson a souligné que la guerre en Iran avait créé une forte incertitude pour l'économie suédoise, dans le prolongement des tarifs douaniers de l'an dernier. Elle a insisté sur le caractère approprié et sur la bonne synchronisation de ces dispositifs entrés en vigueur le même jour en application de la loi de finances de décembre 2025. La baisse du taux de TVA sur les produits alimentaires de 12% à 6% devrait générer un gain annuel d'environ 6 500 SEK (594€) par ménage. Une commission a été chargée de surveiller l'évolution des prix du secteur alimentaire face à la pression croissante sur ses coûts issus des perturbations des chaînes d'approvisionnement et au renchérissement des coûts de transport liés au conflit. La ministre a aussi mentionné la réduction des cotisations patronales sur les jeunes salariés, le relèvement du plafond des prêts immobiliers à 90% (réduction de l'acompte de 15% à 10%) et la suppression de l'exigence renforcée d'amortissement pour les emprunteurs très endettés. Le ministre des Marchés financiers, Niklas Wykman, a souligné l'exonération d'impôt sur la tranche de 300 000 SEK (27 000€) sur les comptes d'épargne en actions (ISK).

L'inflation a chuté de manière inattendue en mars.

Selon les chiffres préliminaires de *Statistics Sweden*, l'inflation KPIF (corrignée des effets des taux d'intérêt) s'est établie à +1,6% en mars, contre +1,7% en février, alors que les économistes anticipaient +2,2%. L'inflation KPIF hors énergie a atteint +1,1% en mars, contre +1,4% en février, à un niveau inférieur aux attentes (+1,5%). La hausse du prix du pétrole liée au conflit en Iran a entraîné une augmentation des prix des carburants, compensée par la baisse des prix de l'électricité par rapport à février où ils étaient élevés en raison du froid. Les prix alimentaires ont aussi été inférieurs aux attentes, en raison de l'anticipation des

distributeurs avant l'entrée en vigueur de la baisse de la TVA alimentaire.

La Suède affirme sa position de nation spatiale européenne.

Le 31 mars 2026, Lotta Edholm, ministre chargée de l'Education et de la Recherche, Pål Jonsson, ministre de la Défense, et Erik Slottner, ministre des Affaires civiles, ont annoncé un investissement supplémentaire de 400 M SEK (36,3 M€), dans le cadre du projet de budget rectificatif de printemps présenté au Parlement le 13 avril. L'entreprise publique SSC AB bénéficie d'un apport de capital de 35 M€ afin de renforcer la capacité de lancement de satellites depuis le centre d'Esrange à Kiruna, seule base spatiale opérationnelle dans l'Union européenne continentale. Le reste (1,3 M€) est destiné à l'Agence spatiale suédoise SNSA (*Rymdstyrelsen*) afin de permettre le traitement efficace et juridiquement sûr des demandes d'autorisations croissantes, en préparation d'une nouvelle loi spatiale suédoise, la dernière datant de 1980. Ces initiatives s'inscrivent dans la continuité de l'investissement de 1 Md SEK (90 M€) destiné à renforcer les capacités spatiales des forces armées sur la période 2024-2032, et de l'acquisition stratégique d'une dizaine de satellites militaires pour 1,3 Md SEK (120 M€).

La Suède ambitionne de devenir un hub spatial européen de la fabrication de satellites.

L'industrie spatiale suédoise connaît une forte croissance : 1 545 employés à temps plein et un chiffre d'affaires de 4,9 Md SEK (428 M€) en 2024 selon l'Agence spatiale suédoise. Elle a bénéficié de la réduction des coûts de lancement et de l'augmentation de la demande globale. En 2026, le secteur suédois compte 188 entreprises impliquées dans la fabrication, le développement d'infrastructures et l'exploitation de données (contre 124 début 2025). *OHB Sweden*, à Stockholm, a remporté un contrat de 248 M€ avec l'Agence spatiale européenne portant sur 20 satellites météorologiques supplémentaires. *Beyond*

Gravity, à Linköping, a quadruplé ses effectifs en dix ans dépassant les 320 employés, et a remporté en 2021 un contrat de 3 Md SEK (282 M€) pour fournir le système de séparation du projet *Kuiper* d'Amazon (concurrent de Starlink). Les grands constructeurs augmentent leur capacité de production, en tenant compte des risques que présente la dépendance à des gros contrats. Ils cherchent de ce fait à rentabiliser ces capacités de production supplémentaires avec de nouveaux contrats.

Le gouvernement compte élargir les mesures d'électrification des transports. Sur l'enveloppe de 600 M SEK (55 M€) supplémentaires dédiée à l'électrification des transports du projet de budget rectificatif de printemps, le gouvernement prévoit de consacrer 46 M€ à un système de compensations versées aux administrations publiques qui remplacent les carburants fossiles par des alternatives renouvelables en 2026, les émissions liées aux véhicules, navires et engins de chantiers qu'elles utilisent ayant augmenté de +26% entre 2023-2024. Ce dispositif sera financé en partie grâce au redéploiement de crédits alloués à *Klimatklivet* (subventions à la transition climatique), aux primes climatiques et au soutien au bio-CCS (capture et stockage du carbone). Le reste est destiné à élargir la nouvelle prime à l'acquisition de véhicules électriques, lancée le 18 mars, ciblant les zones mal desservies, avec 9 M€ supplémentaires. L'agence *Naturvårdsverket* a déjà reçu plusieurs milliers de demandes.

La France interdit le snus blanc. A compter du 1^{er} avril, la France a interdit l'usage, l'achat, la détention, la vente et l'importation de tout produit nicotinique à usage oral (snus, billes aromatiques, pastilles, etc.), en accord avec le décret de septembre 2025. Cette décision intervient après que l'Anses a alerté sur une hausse des intoxications liées à ces sachets, en particulier chez les jeunes. Le snus brun est déjà interdit à la vente dans toute l'UE (sauf Suède) depuis 1992, la Suède ayant négocié une exception lors de son adhésion en 1995.

Le pays se bat désormais pour empêcher les restrictions visant le snus blanc et a exprimé son opposition à la décision française. Le ministre du Commerce extérieur Benjamin Dousa a réitéré sa crainte que d'autres pays, notamment l'Espagne et l'Autriche, suivent la France.

EQT investit dans les centres de données d'IA dans l'espace de Starcloud. La startup lancée en 2024 dans la *Silicon Valley* justifie son modèle économique par les délais, les coûts et les contraintes réglementaires liés à la construction de datacenters sur Terre, alors que dans l'espace ces installations pourraient être alimentées par l'énergie solaire disponible en abondance. La technologie, non éprouvée, nécessitera des investissements importants. *Starcloud* a levé 145 M€ fin mars auprès d'investisseurs, dont le fonds suédois *EQT Ventures* et l'américain *Benchmark Capital*. La licorne, valorisée 940 M€, a lancé son premier satellite équipé de puces GPU Nvidia à bord d'une fusée SpaceX en 2025. Les premiers lancements commerciaux sont attendus pour 2028-29.

Kambi signe un partenariat stratégique avec le PMU pour entrer sur le marché français des paris. Ce partenariat avec un acteur majeur des courses hippiques vise à générer de nouvelles sources de revenus et à élargir l'audience des offres existantes de *Kambi*. Le groupe suédois met en avant son expertise déjà éprouvée auprès d'opérateurs internationaux (*ATG, Racing & Wagering Western Australia, Churchill Downs*), où ses solutions de paris sportifs ont permis de renforcer l'engagement client et de compléter les activités hippiques traditionnelles. Le titre de *Kambi* (capitalisation de 300M€ avec pour premier actionnaire le fonds d'investissement *Veralda Ltd*, 21,9% du capital) a progressé d'environ +5 % à l'annonce, mais reste en recul de -17 % depuis le début de l'année et de -39% en 3 ans.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	2,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1
<i>dont PIB continental</i>	4,3	0,7	0,6	1,8
Islande	9	5,6	-0,7	1,3

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1

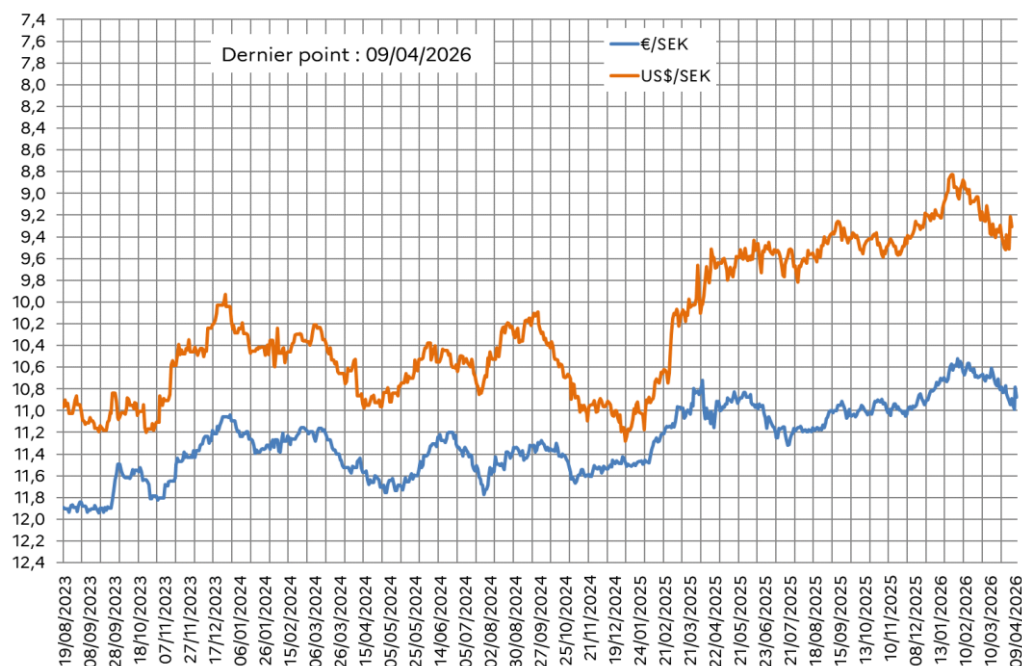
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

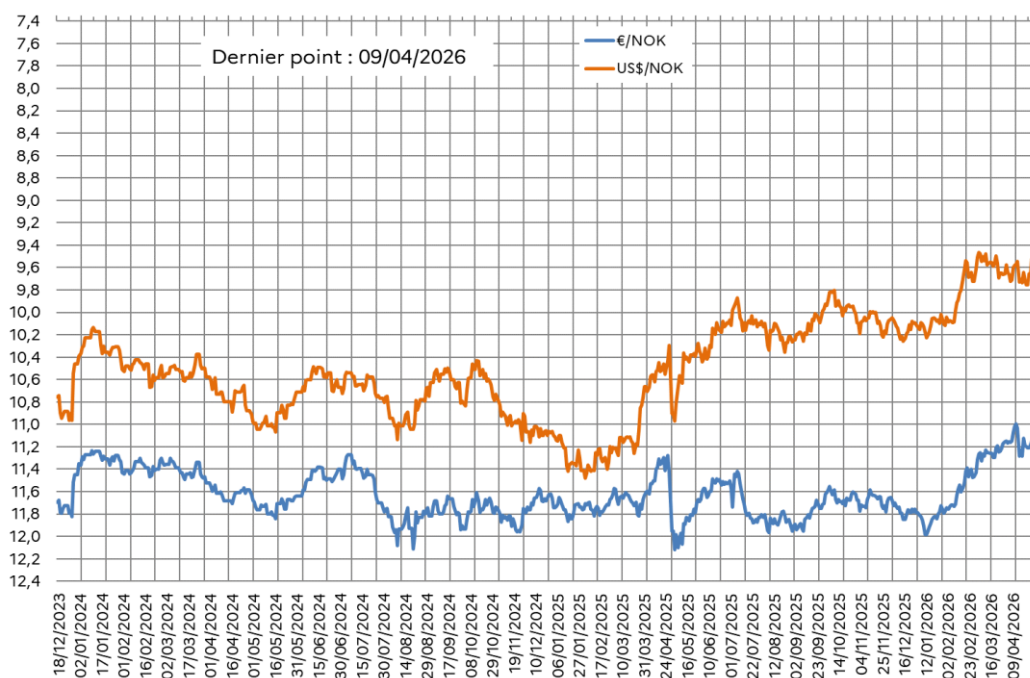
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr